

GEOPOLITIQUE

L'Afrique subsaharienne à la recherche d'un modèle de société

-

-

L'Afrique à travers les siècles a toujours été victime, dans sa naïveté, de l'hégémonie des autres peuples, proches ou lointains. Continent assujéti depuis lors, L'Afrique et surtout l'Afrique subsaharienne, de la honteuse traite des esclaves jusqu'à la veille du troisième millénaire en passant par les périodes coloniale et postcoloniale, ne cesse de subir les aléas de toutes les mutations géopolitiques du monde. A la lumière de ces situations, la question se pose de savoir pourquoi l'Afrique subsaharienne à travers des générations est toujours à la recherche d'un modèle de société.

En effet, une fois encore, l'Afrique subsaharienne plus que toute autre partie de la planète est en train de tourner une page de son histoire depuis le début de la dernière décennie du XX^e siècle. Cette période est marquée par deux grands événements: la chute du mur de Berlin (novembre 1989) consécutive à la dislocation de l'empire soviétique et le sommet franco-africain de la Baule au mois de juin 1990 encourageant la bonne gouvernance par la démocratisation de la société. Dès lors tous les pays du continent sinon la majorité aspire à un autre modèle de société calqué sur celui de l'occident en éludant comme d'habitude les spécificités de l'Afrique et de son peuple. Inéluctablement, toutes les sociétés africaines, traditionnelles ou modernisées, vivent des ébranlements dont peut naître une nouvelle Afrique.

Après avoir examiné les conséquences du partage de l'Afrique au gré du colonisateur, nous étudierons l'Afrique subsaharienne théâtre d'affrontement de l'ère de la guerre froide et enfin le nouveau modèle de société en gestation à travers le continent.

Afrique subsaharienne, ossature d'un continent au gré du colonisateur.

La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb en 1492 marque le début des déboires de la race noire à travers les siècles par ses conséquences (esclavage, dépeuplement du continent africain, déséquilibre d'une civilisation, colonisation...).

L'Afrique subsaharienne devenue la chasse gardée de l'Europe occidentale subit un partage au début du XIX^e siècle par une longue rivalité franco-britannique. La notion de sphère d'influence apparut alors dans les documents officiels et facilita le dépècement. Ainsi l'Afrique devint un continent dominé et modelé au gré du colonisateur ouvrant dès lors une brèche au sein d'une société structurée et organisée à sa manière. Sans être exhaustif les conséquences sont multiples. Trois retiennent souvent l'attention de l'observateur du passé.

Puissants royaumes évanouis sous la pression des civilisations venues du nord de l'Afrique subsaharienne et au delà.

Sur ces vastes espaces du continent africain, habités par des paysanneries agricoles, pastorales, vont croître et disparaître empires, royaumes et Etats guerriers sous l'effet de dominations successives. Pénétration de l'islam, traite négrière, conquête coloniale, l'histoire de l'Afrique est celle de la défaite d'un continent qui ne s'ouvre au monde et aux temps modernes que par des armes à feu et par la soumission à l'ordre étranger.

En Afrique de l'ouest, l'empire du Ghana, dont Koumbi-Saleh, au sud de l'actuelle Mauritanie, fut la capitale, est édifié dès le IV^e siècle par les Sonké et repose sur la maîtrise du commerce à longue distance de l'or et du sel. Entre le XIII^e et le XVI^e siècle, l'Afrique soudanienne va se partager en empires convertis et aires de résistances à l'islam. L'empire du Ghana qui n'a pas accepté l'islam disparaît au XIII^e siècle. L'empire du Mali, créé par les Mandingues, semble converti dès le XI^e siècle; au XIV^e siècle, sous le règne de Kankan Moussa, l'empire contrôle l'ensemble des réseaux commerciaux du Sénégal au Niger. En revanche, l'empire Mossi (actuel Burkina Faso) résiste à l'emprise de l'islam. L'empire Songhaï, résistant puis converti, connaît son apogée au début du XVI^e siècle avec Askia Mohammed. Il s'appuie sur les trois grandes cités, Gao, Tombouctou et Djenné, pôle de la civilisation islamo-soudanienne dont la mémoire est toujours présente dans la conscience africaine. Il est détruit par les Marocains en 1591. L'islam apparaît comme la religion des cités marchandes inscrivant désormais dans l'identité africaine une ligne de fracture entre sociétés islamisées et sociétés résistantes ou hors d'influence. Elle est une réalité majeure de la conscience africaine aujourd'hui.

Du XI^e au XIV^e siècle, en bordure du golfe de Guinée, s'épanouissent des royaumes qui, dès le XV^e siècle, vont être confrontés à l'intrusion des Européens. Les royaumes Akan (actuel Ghana), Yorouba (Nigéria occidental) ou Edo (empire du Bénin) avaient pour base la maîtrise des métaux (cuivre, bronze, or), la production et le commerce de la noix de cola. Ils développent une première industrie artisanale et une production artistique (sculpture) toujours vivantes dans l'identité culturelle côtière et dans la conscience ethnique.

En Afrique centrale et australe, la maîtrise des parcours et des pâturages est l'enjeu d'organisations sociales hiérarchisées où les castes d'éleveurs dominent les cultivateurs (civilisation des grands lacs, royaumes Bantou des plateaux austraux).

En Afrique orientale, l'empire des arabes du golfe persique sur l'océan indien leur permet de contrôler le commerce avec la Chine, l'Indonésie, l'Inde. Dès le IX^e siècle, ils établissent des relais de commerce sur la côte africaine où apparaissent des cités et royaumes qui contrôlent des échanges d'or et d'ivoire et dont les vestiges architecturaux demeurent avec la culture Swahilie.

D'une certaine manière l'Afrique a absorbé la pénétration de l'islam. Elle va se trouver confrontée à une nouvelle domination qui, pendant près de quatre siècles, va soumettre le continent <<à un gigantesque trafic qui changera la face du monde>>, la traite négrière. Elle modifie irréversiblement le destin du continent africain par le dépérissement des empires et cités (douze à quinze millions d'hommes et de femmes déportés comme esclaves en Amérique). L'expansion du commerce licite a préparé la pénétration coloniale.

Découpage incohérent des ensembles géopolitiques: le partage de l'Afrique.

La pénétration coloniale sur le continent africain a suscité une telle concurrence militaire et commerciale de la part des puissances européennes qu'en 1885 la conférence de Berlin dut édicter des règles de partage et tracer les frontières des empires coloniaux. Les africains subirent ce partage. Ils perdirent le contrôle de leur propre culture et furent cruellement traumatisés par la domination de l'impérialisme. Ainsi la conférence de Berlin (novembre 1884 - février 1885) condamne la traite des esclaves mais consacre la mainmise de l'Europe sur le continent. On redessine la carte de l'Afrique en la découpant en possessions européennes obtenues par une multiplication de traités. En 1900, la France, la Grande Bretagne, le Portugal, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie détiennent la quasi totalité du continent à l'exception du Liberia, de l'Ethiopie et des royaumes du Soudan central. Après la défaite de l'Allemagne en 1919, la carte de l'Afrique sera quelque peu modifiée, le Tanganyika (actuelle Tanzanie) et une partie du Cameroun seront mis sous mandat britannique, le Togo et le Cameroun sous mandat français, tandis que l'Union Sud Africaine annexera le Sud Ouest Africain (Namibie).

Sans se préoccuper des entités culturelles, des groupes identiques ont été divisés en plusieurs fragments et appartenant à des pays différents. Ainsi des groupes ethniques se voient divisés contre leur gré au bon vouloir du colonisateur. De la Côte d'Ivoire au Togo en passant par le Ghana, un groupe ethnique (les Akan) ayant les mêmes origines culturelles ont eu leur civilisation brisée par le cloisonnement étatique, héritage du passé colonial.

Pendant que certains peuples ayant une même identité culturelle sont séparés, d'autres dont les coutumes sont diamétralement opposées, sont appelés à partager le même territoire, sources de tensions constantes. Le Mali, Le Niger et le Tchad sont toujours confrontés au problème Touareg dans le nord. Quant à la Mauritanie, elle n'a pas fini de résoudre les problèmes culturels entre ses deux entités raciales de même que le Soudan confronté à des difficultés avec le sud.

Détournée de son développement par des préoccupations liées à la résolution de problèmes d'instabilité, de conflits de sécession et d'hégémonie ethniques l'Afrique est prise au piège d'un passé, d'une histoire façonnée par des agents étrangers à ses réalités. Cependant à la recherche d'un nouveau souffle la tolérance

pourrait être une richesse pour l'intégration de toutes les couches sociales et culturelles.

Tolérances et assimilation des langues étrangères

Sur la carte du continent après le tracé des frontières irréversibles, s'installent de nouveaux espaces linguistiques (francophone, anglophone, lusophone) à côté des langues africaines. Les cultures africaines sont aussi multiples que les langues vernaculaires du continent: on en a recensé plus de deux mille. La carte des langues fait apparaître les grandes langues véhiculaires de communication régionale (arabe, malinké, haoussa, swahili, lingala, peul...). Depuis des décennies la linguistique africaine fait l'inventaire de langues parfois parlées par quelques milliers d'habitants seulement. La transcription des langues majeures, leur utilisation comme langue commune pour les Etats modernes entretiennent de longs débats à enjeux politiques et éducatifs au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) ou de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). La plupart des africains parlent deux langues, leur langue maternelle et une langue véhiculaire, ou la langue de colonisation (français, anglais, portugais essentiellement). Les langues africaines sont vivantes, elles tentent de survivre aux effets de domination et permettent aux immigrés de se reconnaître, comme si elles témoignaient d'une identité indéracinable.

Cependant la jeunesse des années d'indépendance (les années 60) arrivée à l'âge adulte maîtrise de moins en moins leur langue maternelle. Dans certains foyers urbains l'identité linguistique est négligée au profit du français ou de l'anglais qui offrent un moyen de communication dans le monde moderne et dans l'administration. Toutes les politiques de valorisation des langues majeures ont échoué. Langues essentiellement orales pour la plupart, les langues africaines sont menacées de disparition.

La langue du colonisateur solidement implantée par l'aide à l'éducation et à l'enseignement a tissé entre les Etats africains et leur protectorat un lien étroit. Cette situation facilite la mainmise sur le continent utilisé en son temps comme théâtre des affrontements idéologiques Est-Ouest.

Afrique postcoloniale, théâtre des affrontements idéologiques, conflictuels et d'échecs de grands projets socio-économiques.

Après la première guerre mondiale, l'Allemagne fut exclue du partage de l'Afrique par ses principaux concurrents à la colonisation. La fin de la deuxième guerre mondiale va voir la décolonisation progressive de l'Afrique. Ainsi dans les années 60 se dessine la nouvelle Afrique. Des Etats-nations indépendants recouvrent la carte des entités territoriales délimitées par l'administration coloniale. Illusions, les indépendances ne défont pas en fait l'ordre colonial. La symbolique

politique du transfert de souveraineté occulte le maintien d'un appareil d'Etat qui demeure l'instrument de confiscation, par des groupes d'intérêts, des ressources économiques.

Absente des remous qui ont marqué la vie du peuple africain, l'Union Soviétique va tenter de pénétrer sur le continent dès 1970. Cette nouvelle donne renforce les zones d'influence propices à des affrontements au profit de la guerre froide. Parallèlement se consolident des oligarchies nationales (despotisme africain) entretenues par le néocolonialisme qui dans sa politique de développement laisse aujourd'hui l'Afrique subsaharienne en défaite et sans autre repère que la mémoire de ses traditions culturelles.

Morcellement de l'Afrique subsaharienne en zones d'influence.

La logique des frontières héritées des années d'indépendance est respectée. Cependant la notion de blocs d'influence marque l'Afrique des indépendances. Non seulement la conférence de Yalta (1945) a partagé le monde en deux blocs dominés par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et les Etats-Unis, les puissances européennes font de leur politique africaine un élément de restauration de leur puissance par rapport aux deux <<grands>>. C'est le sens que les gouvernements donnent d'abord à la communauté, puis à la coopération. Sur la carte de l'Afrique au sud du Sahara, la séparation entre les pays francophones, lusophones et anglophones tient à la force des liens avec l'ancienne métropole, éliminant toute proximité interafricaine. Au demeurant, la création de l'OUA en 1963 à Addis-Abeba, à l'appel de l'empereur Haïlé Sélassié, a voulu consolider le panafricanisme dont Kwamé N'Kruma (premier président du Ghana) était le militant majeur. Le panafricanisme aurait pu rassembler les nouveaux <<Etats-Unis d'Afrique>>, solidaires d'un tiers monde confronté aux grandes puissances. Mais, dès sa création, l'OUA entérine les frontières coloniales. La solidarité OUA ne peut faire contrepoids à l'ancrage de chaque Etat dans la zone d'influence de son ancien colonisateur.

Les Etats-Unis étant indirectement présents en Afrique par le biais de ses alliés (France, Grande Bretagne essentiellement), l'URSS va s'intéresser elle aussi à l'Afrique dans les années 70. Deux facteurs militent en faveur de ce regain de sollicitude de l'URSS pour l'Afrique subsaharienne. Dans un premier temps elle veut avoir un regard dans les activités de l'océan indien et partant du pacifique en s'implantant sur les côtes Est du continent (Ethiopie, Mozambique). Dans un second temps, profiter de son alliance avec le Cuba, lusophone, impliqué dans la guerre civile de l'Angola après l'indépendance précipitée des colonies portugaises en 1975, pour procéder à une pénétration dans les profondeurs de l'Afrique. Ainsi les pays qui affichent une option marxiste obtenaient de l'aide de l'Union Soviétique (attribution de bourses, troc de matériels contre des matières premières) et devenaient des alliés communistes africains. La puissance politique soviétique se propageant, ce bouleversement géopolitique menaçait les Etats-Unis et ses alliés. De là naquit le surarmement de certains pays africains avec ses conséquences économiques et sociales: surendettement, Guerres civiles, coups d'Etat... La carte des régimes politiques devient multiforme et plurielle.

Entretien de régimes totalitaires

L'accaparement du pouvoir par des oligarchies à tonalité ethnique ou régionaliste s'effectue le plus souvent par coup d'Etat militaire. Sur les quarante huit Etats d'Afrique subsaharienne actuels, une dizaine seulement n'a pas connu, à un moment où à un autre, une telle situation. Pour se maintenir, le Président instaure un régime de surveillance policière qui interdit toute opposition. Le processus d'emprise est similaire lorsque la désignation du Président émane du parti unique. Les situations sont multiples et complexes mais traduisent partout la prise du pouvoir par un groupe hégémonique sachant ethniciser ses solidarités et capter la ressource nationale et extérieure en préservant les intérêts étrangers postcoloniaux. Les puissances étrangères et les institutions qui dispensent l'aide internationale ferment les yeux sur ce nouveau despotisme, soit qu'il ménage leurs intérêts (géopolitiques, pétroliers, miniers, commerçants), soit qu'il ne paraisse pas compromettre le développement économique global et apparaisse même comme facteur de stabilité. Cependant, le poids de ce appareil sur l'économie et la vie sociale est considérable. De ce fait est facilitée la mainmise des gouvernements africains sur l'aide européenne octroyée par le FED (Fonds Européen pour le Développement). Ces gouvernements définissent les priorités de ces aides. Il s'opère des détournements de fonds considérables compromettant la réalisation des projets socio-économiques. Certes l'aide au développement est d'abord un instrument géopolitique de préservation des intérêts des puissances européennes en Afrique au sud du Sahara, toute fois ses ressources ont été dilapidées et ont enrichi une certaine classe sociale. La crise économique des années 80 (baisse du cours des matières premières, choc pétrolier...) dévoile l'endettement de l'Afrique compromettant ainsi ses ambitions au développement au moment où elle semble opérer une mutation sociale.

Quête du modernisme dans un déséquilibre social

Ralentie d'une part dans son élan de développement par la crise économique des années 80 et d'autre part par la paupérisation de plus en plus croissante surtout de la masse paysanne et par la population galopante, l'Afrique subsaharienne est confrontée à de véritables problèmes de mutation. L'explosion démographique occasionne le surpeuplement des villes où se créent des quartiers précaires incontrôlés, zones d'insécurité. De plus en plus de pays africains ont une population citadine supérieure aux populations rurales (70% au Gabon). Par ailleurs on constate que le continent africain connaît des taux de croissance démographique de l'ordre de 2,5 à 3,7% par an. Ainsi, en 1960, l'Afrique subsaharienne comptait environ deux cent dix millions d'habitants. En 1990, la population s'élève à cinq cent trente millions; on en prévoit sept cents millions en l'an 2000 et 1,4 milliards en 2025, soit quatre fois la population de l'Europe des douze d'aujourd'hui. Dans un peu plus de trente ans (2025), l'Afrique subsaharienne constituera, après l'Asie, le deuxième continent du monde.

Cette croissance démographique exceptionnelle vient en particulier de la réduction, grâce aux apports de la médecine occidentale, de la mortalité infantile, sans que la fécondité ait été modifiée. Pendant que des gouvernements oeuvrent pour sensibiliser la population sur le planning familial un autre phénomène vient rénover la vie politique du continent: la démocratie, certainement le socle d'une nouvelle fondation.

Nouveau modèle de société pour l'Afrique subsaharienne, la démocratisation des moeurs.

En effet, la fin du XX^e siècle avec ses mutations profondes à l'échelle mondiale engendre un changement progressif du paysage politique africain. Le passage du parti unique au multipartisme n'est pas périlleux. Il donne la parole à des groupes multiples, corporatistes, réclamant une nouvelle distribution de la manne. Cette démocratisation, importante au niveau des libertés publiques, ne suffit pas à prendre en compte les mutations sociales profondes. L'invention démocratique ne peut se réduire au multipartisme. Pour être à la mesure de ses ambitions économiques et socioculturelles, elle doit mettre en question la répartition des ressources (des groupes restreints ne peuvent plus confisquer les ressources nationales à leur profit), la légitimité du pouvoir politique et l'exigence d'équité en annihilant la résurgence des vellétés ethniques.

Liberté d'expression et floraison des médias.

La population africaine par sa réaction actuelle en matière de liberté semble en être privée de la période des indépendances à la dernière décennie du XX^e siècle. L'expression plurielle des pensées véhiculées par les uns et les autres a créé l'explosion d'une presse africaine sous toutes ses formes ainsi que l'émergence d'une autre classe de journalistes occasionnels qui ignorent l'éthique du métier par manque de formation. Certes il ne peut pas y avoir de démocratie sans information. Cependant, l'Afrique subsaharienne est en déficit de journalistes professionnels véritablement crédibles. Les écrits souvent tendancieux visent à l'incitation aux agitations sociales, aux conflits ethniques, aux désordres... La radio MILLE COLLINES au Rwanda en est une illustration de cette assertion lors du génocide dans ce pays en avril 1994.

Emergence de l'ethnicité et du nationalisme.

Soutien de partis politiques, la presse écrite s'intéresse peu aux questions de développement. Lesquels partis politiques sont souvent créés sur des bases ethniques ou régionales, émanation de sécessions, de rejets et de xénophobie. En outre, la multiplicité de partis et de sa connotation sectorielle affaiblissent l'opposition, par conséquent une mutation impossible ou sous fond de crise.

Mouvement de démocratisation: mutation de la vie politique.

Depuis 1990, les questions de développement semblent faire place aux débats contradictoires irréversibles de cette autre forme de gestion de la société: la démocratisation.

A la lumière des différents événements, le phénomène de démocratie touche essentiellement l'Afrique francophone. Avec une histoire différente, l'Afrique anglophone n'est donc pas touchée de la même manière par le processus. L'élan de

démocratisation se confond systématiquement avec la question de multipartisme. En Côte d'Ivoire, pays d'environ quinze millions d'habitants, il a été dénombré en 1994 plus de quarante cinq partis politiques. Le multipartisme formel n'est qu'une apparence de démocratie. La montée en puissance de véritables partis populaires, avec des équipes, un programme, une implantation nationale, est un processus à long terme. Malgré l'irréversibilité du mouvement de démocratisation, il se heurte à de nombreux obstacles:

--- partout les chefs d'Etat cherchent à gagner du temps, à bloquer ou à détourner le processus à leur profit.

--- truquages des scrutins

--- ruine économique et misère

--- incitation à une démocratisation accélérée des pays africains qui ont connu trente ans de despotisme.

L'expérience du passé énoncé dans les paragraphes précédents nous a appris que les modèles de société parachutés avec les meilleures intentions du monde sont inopérants s'ils ne sont pas intégrés, acceptés, dans une démarche proprement africaine.

La reproduction d'un modèle occidental ne peut donc pas suffire. Il faut que l'aspiration démocratique monte des sociétés africaines, trouve ses propres discours, ses propres symboles, ses propres exigences. Sinon, une démocratisation imposée et accélérée risquerait de manquer son but.

Histoire d'un continent dominé, d'indépendance incertaine et de développement confisqué, l'Afrique subsaharienne ne cesse d'hésiter, de copier des modèles de société oubliant son africanité qu'il faut adapter, si besoin est, au monde moderne. Africanité qui dans son concept valorise plus la consolidation filiale, la solidarité, l'organisation hiérarchique de la société et les alliances, facteurs de paix et de développement.

Le renouveau des sociétés africaines suppose une réinvention de la politique axée sur la légitimité du pouvoir et l'exigence d'équité. Le développement n'est un projet de société que si les sociétés africaines sont en mesure de choisir leur changement.